



**Conseil économique  
et social**

Distr.  
GÉNÉRALE

ECE/CES/GE.42/2007/7  
5 avril 2007

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS

**COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR  
L'EUROPE**

**COMMISSION DE STATISTIQUE**

**CONFÉRENCE DES STATISTICIENS EUROPÉENS**

Réunion d'experts sur les registres des activités  
industrielles et commerciales

Dixième réunion  
Genève, 18 et 19 juin 2007  
Point 5 de l'ordre du jour provisoire

**ÉLABORATION DE PRODUITS STATISTIQUES À PARTIR DES REGISTRES  
DES ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES**

**POUR UNE MEILLEURE UTILISATION DES REGISTRES DES ACTIVITÉS  
INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES ET DES STATISTIQUES  
DES ENTREPRISES**

Document présenté par l'Organisation de coopération et de développement économiques

La réunion est organisée conjointement avec la Commission des communautés européennes (Eurostat) et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

**Résumé**

Le présent document a été établi à la demande du Groupe directeur sur les registres des activités industrielles et commerciales, en vue de sa présentation et de son examen lors de la Réunion d'experts conjointe CEE/Eurostat/OCDE qui se tiendra à Genève les 18 et 19 juin 2007. Il soulève le problème de l'hétérogénéité de l'élaboration de statistiques à partir des registres des activités industrielles et commerciales, problème qui peut limiter la comparabilité des données des différents pays, y compris les données afférentes à la démographie des entreprises.

En présentant un ensemble d'indicateurs de la démographie des entreprises construits en commun, le présent document jette les bases d'une discussion approfondie destinée à mieux comprendre la nécessité d'élaborer des concepts harmonisés permettant d'incorporer durablement les principaux indicateurs afférents à la démographie des entreprises aux registres statistiques des activités industrielles et commerciales.

## **I. INTRODUCTION**

1. L'augmentation de la puissance de calcul informatique et le souci croissant des décideurs de fonder les orientations sur des données factuelles imposent de plus en plus systématiquement aux offices de statistique de produire un large éventail de données. Les offices de statistique du monde entier s'intéressent de plus en plus aux moyens de mieux répondre aux besoins des décideurs et des analystes, qui doivent faire un meilleur usage des données qu'ils collectent, mais il est à noter que ce phénomène ne s'accompagne d'aucune charge de travail supplémentaire pour les répondants, et c'est là un autre type de contrainte pour les offices de statistique.

2. Un des domaines caractérisés par un essor prodigieux ces dernières années est celui des statistiques sur les entreprises et, en particulier, ce qu'on a fini par appeler la démographie des entreprises, notamment la production de taux de natalité, de mortalité et de survie des entreprises, domaine d'activité statistique relativement nouveau, basé sur les registres des activités industrielles et commerciales.

3. Toutefois, il faut saluer, au même titre que cette évolution, l'élaboration des concepts qui sous-tendent les nouvelles statistiques et qui sont apparus dans tous les pays, à l'exception de ceux de l'UE, mais d'une façon relativement hétérogène, qui limite largement les possibilités d'étudier les différences d'un pays à l'autre, comme l'a confirmé l'OCDE dans une récente étude (OCDE 2006a). Cette situation s'explique principalement par le fait que les registres des activités industrielles et commerciales sont élaborés et actualisés de différentes façons dans les différents pays, et, surtout, que les seuils d'exclusion de certaines entreprises (économiquement insignifiantes) sont différents, voire même très différents. Par exemple, certains pays ne collectent des informations que pour les entreprises avec salariés, tandis que d'autres s'intéressent uniquement aux entreprises dont le chiffre d'affaires dépasse un certain seuil (généralement basé sur la TVA). Il est à souligner que de telles différences existent même entre les pays de l'UE, en dépit du cadre commun pour les indicateurs sur la démographie des entreprises et des règles communes régissant la gestion des registres des activités industrielles et commerciales.

## **II. UN NOUVEAU CADRE POUR LES STATISTIQUES RELATIVES À LA DÉMOGRAPHIE DES ENTREPRISES**

4. Face à ces différences et aux besoins croissants des analystes, l'OCDE a élaboré un cadre (OCDE, 2006b) destiné à améliorer la comparabilité des indicateurs sur la démographie des entreprises construits en commun, tels que les taux de natalité, de mortalité et de survie. Elle a également profité de l'occasion pour élaborer des concepts harmonisés pour d'autres indicateurs importants, mais moins largement créés en commun, tels que les indicateurs relatifs aux entreprises à forte croissance.

5. Les indicateurs proposés par l'OCDE dans son document-cadre et résumés ci-après sont basés sur les indicateurs actuellement collectés par Eurostat, et leur principal objectif est d'améliorer la comparabilité des indicateurs sur la démographie des entreprises entre les différents pays, qu'ils soient ou non membres de l'OCDE. L'OCDE et Eurostat ont étroitement collaboré à l'élaboration de ces indicateurs, et travaillent actuellement à l'élaboration d'un cadre commun pour la démographie des entreprises, qui constituera le fondement du travail de collecte de données dans les pays de l'OCDE. De fait, l'OCDE a déjà commencé à collecter des

indicateurs auprès de ceux de ses membres qui n'appartiennent pas à l'UE, et les résultats obtenus jusqu'à présent semblent encourageants. La liste ci-après forme un résumé des indicateurs et des définitions qui figurent dans le document cadre de l'OCDE.

a) Entreprises

6. Avant d'étudier la démographie des entreprises, il faut définir ce qu'est une entreprise. Ce terme fait l'objet de nombreuses définitions différentes, que ce soit au niveau national ou au niveau international. Dans le présent contexte, la définition de l'entreprise est basée sur le Système de comptabilité nationale 1993, la classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique, et la définition de l'entreprise appliquée par Eurostat.

«Une entreprise est une unité institutionnelle (juridique) ou la plus réduite des combinaisons d'unités institutionnelles comprenant et contrôlant directement ou indirectement toutes les fonctions nécessaires à ses activités de production. Une entreprise peut être une société, une quasi-société, une organisation à but non lucratif ou une entreprise individuelle. Une des conditions est que l'entreprise doit être possédée ou contrôlée, individuellement ou collectivement, par une ou des personne(s) physique(s) ou morale(s). Toutefois, elle peut être hétérogène en ce qui concerne son activité économique et son implantation.»

7. Étant donné l'importance des indicateurs régionaux ou locaux, il est également recommandé dans le cadre de produire des indicateurs supplémentaires sur la base des définitions de l'entreprise au niveau sous-national. La définition de l'entreprise au niveau sous-national n'est pas une tâche secondaire, et un autre moyen pratique consiste à utiliser des estimations des établissements ou des unités locales comme variables de substitution pour les entreprises définies au niveau sous-national.

b) Naissances

8. Le moment précis auquel une entreprise naît intervient lorsque le nombre de salariés et le chiffre d'affaires sont tous deux supérieurs à zéro pour la première fois. La fusion de deux entreprises, par exemple, n'entraîne pas la naissance d'une nouvelle entreprise. Il n'y a naissance d'une entreprise que lorsqu'il y a une nouvelle association de facteurs de production, tels que l'implantation, les structures organisationnelles ou la forme juridique. On parle également de naissance pour désigner les entreprises sans salariés qui deviennent des entreprises avec salariés.

9. Les entreprises sans salariés ont été délibérément exclues de la définition, car cette mesure est le moyen le plus simple et le plus pratique de procéder à des comparaisons entre pays de l'OCDE, mais aussi parce qu'elle présente un très grand intérêt politique. Cela ne signifie pas que les définitions qui incluent les entreprises sans employés ne sont pas importantes (définition reproduite ci-après, au sous-alinéa *b ii*)), car les deux indicateurs ont un rôle à jouer, même si on sait d'emblée que de nombreux pays de l'OCDE non membres de l'UE ne seront pas en mesure de produire des estimations des naissances telles que les produit Eurostat.

i) Naissances économiques

10. La naissance économique d'une entreprise intervient lorsque le nombre de salariés est supérieur à un et que le chiffre d'affaires est supérieur à zéro pour la première fois.

Les entreprises comptant zéro ou un salarié qui deviennent des entreprises comptant deux salariés ou plus sont également considérées comme des naissances économiques.

11. Cet indicateur est au moins aussi important que la définition des naissances donnée plus haut. Là encore, le critère des deux salariés ou plus a trait à l'interprétabilité et à l'amélioration de la comparabilité des données au niveau international. Dans de nombreux pays, les gouvernements mettront en œuvre des politiques relatives à l'entrepreneuriat ou à la fiscalité qui inciteront les travailleurs indépendants à se constituer en sociétés. En tant que telle, la définition des naissances donnée ci-dessus pourrait être altérée par ces changements potentiellement volatils, qui n'ont pas forcément grand-chose à voir avec l'entrepreneuriat. La fixation d'un seuil de deux ou plus réduit considérablement ce «bruit» potentiel.

ii) Naissances selon Eurostat

12. La naissance selon Eurostat d'une entreprise intervient lorsque l'entreprise est créée, et comporte par conséquent des entreprises non constituées en sociétés ne comprenant pas de salariés. La fusion de deux entreprises, par exemple, n'entraîne pas la naissance d'une nouvelle entreprise. On ne parle de naissance d'une entreprise que lorsqu'il y a une nouvelle combinaison de facteurs de production, tels que l'implantation, les structures organisationnelles ou la forme juridique.

c) Morts

13. Le corollaire de la naissance est la mort, qui intervient lorsqu'une entreprise, qui comptait autrefois un salarié au moins, cesse toute activité commerciale et n'a plus de salarié.

Ce corollaire peut être élargi à la naissance économique et à la mort économique, mais ce n'est pas le cas dans le présent document, en partie pour des raisons de simplicité, et aussi en partie du fait de la pertinence plus limitée de cet indicateur.

i) Mort selon Eurostat

14. Selon Eurostat, une entreprise meurt lorsqu'elle cesse toute activité commerciale.

d) Taux de natalité

15. Les taux de natalité s'obtiennent en calculant le nombre de naissances au cours de la période d'observation (année calendaire) en pourcentage du nombre total d'entreprises comptant un salarié ou plus en activité au cours de l'année calendaire à un instant donné; telle est la méthode préconisée par l'OCDE. Eurostat privilégie une approche fondée sur la durée de vie. Cette différence devrait disparaître dans un proche avenir. Les taux de naissance doivent également être calculés en pourcentage de l'ensemble de la population en âge de travailler. Les entreprises qui naissent et meurent au cours d'une même année civile doivent être identifiées séparément.

i) Taux de natalité économique

16. Les taux de natalité économiques s'obtiennent en calculant le nombre de naissances économiques au cours d'une période d'observation (une année calendaire) en pourcentage du nombre total d'entreprises de deux salariés ou plus en activité à un instant donné de la même période d'observation. Ils se calculent également en pourcentage de l'ensemble de la population en âge de travailler. Les entreprises qui naissent et meurent au cours de la même année calendaire doivent être identifiées séparément.

ii) Taux de natalité selon Eurostat

17. Les taux de natalité selon Eurostat s'obtiennent par calcul du nombre de naissances selon Eurostat au cours de la période d'observation (une année calendaire) en pourcentage du nombre total d'entreprises en activité au cours de la même année. Ils se calculent également en pourcentage de l'ensemble de la population en âge de travailler. Les entreprises qui naissent et meurent au cours de la même année calendaire doivent être identifiées séparément.

e) Taux de mortalité

18. Les taux de mortalité s'obtiennent en calculant le nombre de disparitions au cours d'une période d'observation (année calendaire) en pourcentage de l'ensemble des entreprises d'un salarié ou plus en activité à un instant donné de l'année calendaire. Ils doivent également être calculés en pourcentage de l'ensemble de la population en âge de travailler. Les entreprises qui naissent et meurent au cours d'une même année calendaire doivent être identifiées séparément.

i) Taux de mortalité selon Eurostat

19. Les taux de mortalité selon Eurostat s'obtiennent en calculant le nombre de morts selon Eurostat au cours d'une période d'observation (année calendaire) en pourcentage du nombre total d'entreprises en activité à un instant donné de l'année calendaire. Ils doivent également être calculés en pourcentage de l'ensemble de la population en âge de travailler. Les entreprises qui naissent et meurent au cours de la même année calendaire doivent être identifiées séparément.

f) Contribution (directe) en pourcentage des naissances d'entreprises à l'emploi

20. Les taux de natalité doivent être complétés par des indicateurs montrant le nombre d'emplois créés par les naissances d'entreprises en pourcentage du nombre total de salariés. Le nombre total de salariés doit être calculé à un instant donné.

g) Contribution (directe) en pourcentage des morts d'entreprises à l'emploi

21. Les taux de mortalité doivent être complétés par des indicateurs montrant le nombre d'emplois perdus par suite de la disparition d'entreprises en pourcentage du nombre total de salariés. Le nombre total de salariés doit être calculé à un instant donné.

h) Taux de survie

22. Dans le cadre, il est recommandé d'élaborer deux mesures de la survie:

i) la première est celle du taux de survie  $\tau$  pour une année  $t$ , qui montre les entreprises nées au cours de l'année  $t$  et qui ne sont pas mortes  $\tau$  années plus tard, en pourcentage du total des entreprises nées durant l'année  $t$ ;

ii) la deuxième représente les taux de survie moyens pour  $\tau$  années, qui montre l'ensemble des naissances au cours des années  $t_1$  et  $t_2$ , et qui ne sont pas mortes  $\tau$  années plus tard, en pourcentage de l'ensemble des entreprises nées durant les années  $t_1$  et  $t_2 - \tau$ . Cette mesure correspond à peu près à la moyenne non pondérée des taux de survie année  $t$   $\tau$  pour les périodes  $t_1$  à  $t_2 - \tau$ . Les périodes  $t_1$  et  $t_2$  doivent correspondre à un cycle économique.

23. Les taux doivent être calculés pour des valeurs de  $\tau$  comprises entre 0 et 5.

i) Entreprises à forte croissance

24. Toutes les entreprises dont le taux de croissance moyen, en données annualisées, du nombre d'employés est supérieur à 20 % par an pendant une période de trois ans et qui comptent au moins 10 salariés au début de la période d'observation doivent être considérées comme des entreprises à forte croissance. Ces entreprises doivent être montrées en pourcentage de l'ensemble des entreprises qui comptaient au moins 10 salariés au début de la période d'observation et en pourcentage de la population en âge de travailler.

25. Il est également très judicieux de prendre en compte les mécanismes qui entraînent une contraction de l'activité des entreprises. L'intérêt pour l'étude des faillites d'entreprises est ancien, mais cette étude est compliquée par les difficultés liées à l'obtention, auprès des entrepreneurs, des informations concernant les causes des faillites, car en règle générale, les informations relatives à l'entrepreneur, telles que son adresse, concernent en fait l'entreprise et, partant, l'entrepreneur, et sont difficiles à obtenir. Toutefois, il est peut-être plus aisé de repérer les entreprises qui périssent. Dans ce sens, les instituts nationaux de la statistique doivent être encouragés à enregistrer, par surcroît, ces entreprises et leurs caractéristiques, lorsque le nombre de leurs salariés diminue en moyenne de plus de 15 % par an sur une période de deux ans.

j) Les entreprises gazelles

26. Toutes les entreprises de moins de cinq ans dont la croissance moyenne, en données annualisées, du nombre de salariés est supérieure à 20 % par an pendant une période de trois ans et qui comptent au moins 10 employés au début de la période d'observation doivent être considérées comme des «gazelles». Ces entreprises doivent être présentées en pourcentage du nombre total des entreprises comptant au moins 10 salariés au début de la période d'observation et en pourcentage de l'ensemble de la population en âge de travailler.

### III. MOTEURS POLITIQUES

27. Mais l'évolution de la situation en la matière se poursuit à un rythme constant. L'intérêt croissant des décideurs envers l'entrepreneuriat a engendré une demande quasiment insatiable en faveur de nouveaux types d'indicateurs permettant de mieux répondre aux questions qu'ils se posent et, pour satisfaire ces besoins, les offices de statistique sont priés d'exploiter davantage

encore les données qu'ils collectent; là encore, les registres des activités industrielles et commerciales sont à la pointe de cette évolution.

28. En 2005, pour répondre au mieux à ces besoins, l'OCDE a lancé un projet d'indicateurs sur l'entrepreneuriat, financé presque exclusivement par les contributions volontaires d'institutions telles que l'Organisation Kauffman<sup>1</sup> et le consortium ICE<sup>2</sup>, avec pour objectif d'élaborer un cadre permettant de mesurer l'entrepreneuriat de façon comparable dans le monde entier.

29. Le projet se poursuit et, en décembre 2006, il a été décidé de constituer un groupe directeur propre à ce projet<sup>3</sup>, chargé d'élaborer une définition pratique de l'entrepreneuriat et une liste des indicateurs susceptibles de mesurer le phénomène. La liste d'indicateurs est encore en phase d'élaboration, mais il est d'ores et déjà clair que les registres des activités industrielles et commerciales ont un rôle prééminent à jouer. Au cours des derniers mois écoulés, les membres du Groupe directeur, les membres du consortium ICE et les membres d'une équipe spéciale conjointe OCDE-Eurostat ont transmis au secrétariat de l'OCDE leurs points de vue sur les types d'indicateurs qui seront nécessaires, et bon nombre de ces indicateurs reposent sur les registres des activités industrielles et commerciales. Sans surprise, les informations concernant les naissances, les disparitions et les entreprises à forte croissance figurent systématiquement dans les 10 premiers indicateurs requis, mais de nombreux autres indicateurs basés sur les registres des activités industrielles et commerciales figurent en bonne place; c'est particulièrement le cas de ceux qui ont trait aux caractéristiques des entreprises, telles que la forme juridique et le contrôle.

30. De fait, au cours de la dernière réunion du Groupe directeur du projet entrepreneuriat de l'OCDE, les participants ont souhaité que les entreprises à forte croissance soient aussi mesurées sur la base d'une variable monétaire reflétant plus fidèlement la croissance économique, telle que le chiffre d'affaires ou les bénéfices, et non plus uniquement sur la base de l'emploi. L'OCDE a fait suite à cette demande en élaborant un document (OCDE 2007) consacré aux difficiles questions se rapportant à la mesure de la forte croissance, et plus particulièrement aux variables monétaires, et a proposé un certain nombre d'indicateurs complémentaires susceptibles d'améliorer notre compréhension collective des entreprises à forte croissance, document qui avait été bien accueilli au début de l'année par le consortium ICE. La conclusion du document était, en substance, que même si les variables monétaires telles que la valeur ajoutée ou les excédents d'exploitation permettaient de mesurer plus clairement la croissance que des données telles que le chiffre d'affaires, leur utilisation en tant que variables cibles était limitée par les contraintes pratiques liées à la réalisation de mesures cohérentes de ces variables d'un pays à l'autre et entre les différentes catégories de taille d'entreprise, notamment en ce qui concernait la croissance en prix constants. Ces différentes questions sont traitées de façon plus détaillée dans le document, et pour des raisons de commodité, les indicateurs complémentaires recommandés dans le document sont brièvement présentés ci-après.

---

<sup>1</sup> Voir [www.Kauffman.org](http://www.Kauffman.org)

<sup>2</sup> Voir <http://ice.foranet.dk>

<sup>3</sup> Voir [http://www.oecd.org/document/3/0,2340,en\\_2649\\_201185\\_35377795\\_1\\_1\\_1\\_1,00.html](http://www.oecd.org/document/3/0,2340,en_2649_201185_35377795_1_1_1_1,00.html)

31. La première recommandation vise à faire en sorte que les données sur les entreprises à forte croissance soient collectées en utilisant un corollaire basé sur le chiffre d'affaires à la mesure basée sur l'emploi, de façon à pouvoir mesurer les entreprises à forte croissance sur la base des éléments suivants:
32. Toutes les entreprises dont la croissance moyenne du chiffre d'affaires, en données annualisées, reste supérieure à 20 % par an pendant une période de trois ans et qui comptent au moins 10 salariés au début de la période d'observation, doivent être considérées comme des entreprises à forte croissance. Ces entreprises doivent être présentées en pourcentage du nombre total d'entreprises de 10 salariés au moins au début de la période d'observation, et en pourcentage de l'ensemble de la population en âge de travailler.
33. Les mesures basées respectivement sur le chiffre d'affaires et sur l'emploi ont, incontestablement, chacune leurs avantages et leurs inconvénients. La mesure basée sur l'emploi est préférable sur le plan pratique, car plus facile à réaliser. Cela est d'autant plus vrai si l'objectif politique visé est de développer l'emploi. La mesure du chiffre d'affaires, en revanche, est plus étroitement liée à ce que l'entrepreneur tente en réalité de développer. Une question essentielle se pose par conséquent: est-il possible de créer un indicateur composite alliant les notions de chiffre d'affaires et d'emploi?
34. Une possibilité relativement simple serait de prendre la racine carrée de l'indicateur basé sur le chiffre d'affaires et celle de l'indicateur basé sur l'emploi (un peu à l'image de l'indice des prix Fisher, qui repose sur les racines carrées des indices Paasche et Laspeyres).
35. En d'autres termes, les entreprises seraient considérées comme à forte croissance dès lors que l'indicateur composite

$$\sqrt{\frac{\text{Emp}_{t+n}}{\text{Emp}_t} \frac{\text{Trn}_{t+n}}{\text{Trn}_t}} \quad (\text{i})$$

serait supérieur à un seuil prédéfini ( $\text{Emp}_t$  représente l'emploi et  $\text{Trn}_t$  le chiffre d'affaires déflaté pour le temps (année)  $t$ ).

36. On peut décomposer le tout comme suit

$$\frac{\text{Emp}_{t+n}}{\text{Emp}_t} \sqrt{\frac{\text{Emp}_t}{\text{Emp}_{t+n}} \frac{\text{Trn}_{t+n}}{\text{Trn}_t}} = \frac{\text{Emp}_{t+n}}{\text{Emp}_t} \sqrt{\frac{\text{LPr}_{t+n}}{\text{LPr}_t}}$$

$\text{LPr}_t$  représente la productivité du travail pour l'année  $t$ , et  $\text{LPr}_{t+n}$  représente la «productivité du travail» au regard du chiffre d'affaires, et non de la production ou encore de la valeur ajoutée, pour l'année  $t+n$ , aux prix en vigueur durant l'année  $t$ .

37. Une autre question examinée dans le document est celle des difficultés auxquelles les petits pays pourraient se heurter pour présenter des informations sur les entreprises à forte croissance dans les cas où l'indicateur dépendrait d'un nombre d'emplois minimum (ce qui est aussi le cas de la mesure basée sur le chiffre d'affaires), puisqu'il est probable que ces pays comptabiliseraient une proportion beaucoup moins importante d'entreprises à forte croissance, ce



qui n'irait pas sans poser des problèmes de divulgation de l'information. Le document recommande par ailleurs que les mesures basées sur l'indice des naissances, que ce soit pour le chiffre d'affaires ou l'emploi, soit utilisées de façon à prendre en compte le pourcentage X (à déterminer) des entreprises sur la base de la mesure suivante:

$$m = (x_{t_1} - x_{t_0}) \frac{x_{t_1}}{x_{t_0}}$$

Où  $x_{t_1}$  et  $x_{t_0}$  représentent la taille (le plus souvent l'emploi, mais aussi le chiffre d'affaires) à la fin et au début de la période d'observation. On peut démontrer que cette mesure, quoique encore conditionnée par la taille de l'entreprise, donne systématiquement lieu à un écart plus faible que la mesure de la croissance, qu'elle soit relative ou absolue. Bien entendu, cette mesure doit être assortie d'un seuil prenant en compte le pourcentage X des entreprises les plus performantes sur la base de cet indice, que la variable de croissance utilisée soit l'emploi ou le chiffre d'affaires.

#### **IV. ALLER PLUS LOIN AVEC LES STATISTIQUES SUR LA STRUCTURE DES ENTREPRISES**

38. En outre, il ressort clairement de la liste d'indicateurs actuellement élaborée par l'OCDE et Eurostat que les liens entre les statistiques sur la structure des entreprises et les registres des activités industrielles et commerciales doivent impérativement être renforcés, de sorte que les analystes puissent plus aisément établir un lien entre les facteurs démographiques et les facteurs afférents à la croissance. En règle générale, les registres des activités industrielles et commerciales permettent d'établir ces liens s'agissant du chiffre d'affaires, ou encore de l'emploi, mais les analystes ont de plus en plus besoin de liens vers d'autres informations telles que la valeur ajoutée ou les investissements qui, chacun le reconnaît, posent beaucoup plus de problèmes, notamment au vu de la qualité de l'information que les petites entreprises sont en mesure de fournir dans ce domaine et de leur niveau de comparabilité à l'intérieur d'un même pays et entre les pays.

39. Mais pour répondre à la plupart de ces besoins, il n'est pas absolument indispensable d'établir des liens au microniveau. Par exemple, en règle générale, les offices de statistique produisent des informations sur les variables ci-après sur la base des statistiques sur la structure des entreprises ou des recensements économiques:

- a) Chiffre d'affaires;
- b) Production aux prix de production et/ou au coût des facteurs de production;
- c) Valeur ajoutée aux prix de base et/ou au coût des facteurs de production;
- d) Excédent brut d'exploitation;
- e) Total des achats de biens et de services;
- f) Évolution des stocks de biens et de services;

- g) Achats de produits énergétiques;
- h) Investissements bruts en biens corporels;
- i) Investissements bruts en biens fonciers;
- j) Investissements bruts dans les structures et les bâtiments existants;
- k) Investissements bruts dans les machines et biens d'équipement;
- l) Ventes de biens d'investissement corporel;
- m) Emploi, nombre de personnes embauchées et nombre de salariés;
- n) Emploi, nombre de femmes salariées;
- o) Emploi, nombre de salariés en unités équivalent plein temps;
- p) Nombre d'heures effectuées par les salariés;
- q) Compensation des heures de travail, personnes embauchées et salariés;
- r) Salaires et traitements, personnes embauchées et salariés;
- s) Autres cotisations sociales des employeurs et des salariés.

40. Mais d'autres informations, jusqu'à présent rarement fournies, pourraient être produites en ce domaine. Par exemple, les offices de statistique pourraient fournir, outre les informations existantes, des informations sur la répartition de chacune de ces variables, notamment en présentant des médians simples, des écarts types ou encore des coefficients d'aplatissement, ce qui permettrait aux analystes de mieux comprendre la nature de l'hétérogénéité de tel ou tel secteur d'activité. Poursuivant sur cette voie, les offices de statistique pourraient commencer à produire des statistiques similaires à partir d'indicateurs composites, par exemple des informations portant sur la répartition de la productivité du travail au sein d'un même secteur d'activité, ce qui permettrait aux analystes d'étudier les limites de la productivité<sup>4</sup>. Dans ce contexte, les offices de statistique doivent être encouragés à fournir des informations de répartition (écarts types, coefficients d'aplatissement, médians, quartiles, quart supérieur et quart inférieur, intervalles de confiance de 95 % portant sur l'ensemble des variables décrites plus haut et, par exemple, sur les séries d'indicateurs ci-après:

- a) Productivité du travail: (chiffre d'affaires, valeur ajoutée, production), emploi (décompte des salariés, équivalent plein temps, heures de travail), au niveau des codes à quatre chiffres de la classification type et par catégorie de taille;
- b) Augmentation de la productivité du travail: lorsqu'il est possible d'établir des liens longitudinaux avec les statistiques sur la structure des entreprises;

---

<sup>4</sup> C'est cette approche qui a déjà été adoptée par les universitaires, par exemple voir Bartelsman, Haskel and Martin, 2006, «Distance to Which Frontier?»

- c) Cotisations sociales en pourcentage des prestations aux salariés;
- d) Ratio travail-capital.

41. Cette liste est encore en phase d'élaboration, et il est évident que de nombreux indicateurs peuvent encore y être ajoutés. Par exemple, il semble évident de devoir exploiter les informations sur les registres des activités industrielles et commerciales pour élaborer des indices de concentration de type Hirschman-Herfindhal, une expérience déjà en cours dans certains pays de l'OCDE non membres de l'UE. L'OCDE s'intéresse à cette question sur un plan plus général, dans le contexte de son étude sur l'accès aux microdonnées (voir [http://www.oecd.org/document/27/0,2340,en\\_2649\\_201185\\_37502683\\_1\\_1\\_1\\_1,00.html](http://www.oecd.org/document/27/0,2340,en_2649_201185_37502683_1_1_1_1,00.html)), et les travaux sur les indicateurs relatifs à la démographie des entreprises offrent un exemple prometteur de ce qu'il est possible de faire. Un rapport définitif consacré à ce document sera présenté au cours de la prochaine réunion du Comité de statistique de l'OCDE (13-14 juin).

## **V. CONCLUSION**

42. Les avantages que les offices de statistique et les utilisateurs de statistiques officielles retirent d'une meilleure utilisation des sources de données existantes, et tout particulièrement des registres des activités industrielles et commerciales, sont incontestables. On assiste actuellement à la convergence d'un certain nombre de facteurs qui, il faut l'espérer, devraient accélérer ce processus et inciter davantage les offices de statistique à accorder toujours plus de poids aux registres des activités industrielles et commerciales dans leurs systèmes d'information statistique. Les représentants sont invités à appuyer ces nombreuses initiatives.

## **RÉFÉRENCES**

OCDE 2006a: «The International Comparability of Business Start-Up Rates», Steven Vale, OECD, Direction des statistiques, Working Paper STD/DOC(2006)4.

OCDE 2006b: «A Proposed Framework for Business Demography Indicators», Nadim Ahmad, OCDE Direction des statistiques, Working Paper STD/DOC(2006)4.

OCDE 2007: «High Growth Enterprises and Gazelles», Nadim Ahmad et Eric Gonnard, OCDE, document établi pour le consortium ICE International Consortium on Entrepreneurship, février 2007, Copenhague.

-----